

COMPLEMENT ORAL AU RAPPORT D'ACTIVITE

VINCENT DELAUGE – SECRETAIRE GENERAL

Camarades, bonjour à tous et bienvenue à ce XXème congrès de l'union départementale !

Bienvenue à Pascal LAGRUE, qui représentera le bureau confédéral, en suppléance de Frédéric Souillot, notre secrétaire général, initialement prévu pour assister à nos travaux. Mes camarades, nous ne perdons pas au change et c'est un vrai plaisir de t'accueillir mon cher Pascal pour partager nos débats. Nos statuts prévoient que c'est un membre du bureau qui préside le congrès, mais je suis sûr que Bruno Goléo qui va s'acquitter de cette responsabilité saura la partager avec toi.

Je souhaite également la bienvenue à nos invités qui, malgré l'actualité revendicative, nous font l'honneur d'être présents aujourd'hui, merci à eux c'est un très grand plaisir d'accueillir !

Je souhaite remercier également Mr CHAPUIS Maire du Puy et de la Communauté d'agglomération pour nous mettre à disposition, pour un loyer modéré, ce palais des congrès et des spectacles qui nous permettra, je l'espère, de passer une agréable journée.

Merci à tous nos partenaires APICIL, VYV, TECHNOLOGIA, UPCOOP, la MACIF qui ont répondu à notre invitation et avec qui je vous invite à aller discuter tout au long de cette journée dans le hall d'accueil et qui sauront vous renseigner.

Un grand merci à tous les Camarades, à tous les militants, qui ont préparé ce congrès, à tous ceux qui hier ont, en plus d'avoir participé à la manifestation, ont installé, organisé cette salle, et qui vont rester sur le pont tout au long de la journée pour vous permettre de passer une journée la plus agréable possible. Merci à eux !

Enfin Je souhaite la bienvenue au 350 délégués de l'Union Départementale venus des quatre coins de la Haute-Loire, de tous secteurs et de toutes professions. La participation à notre congrès a augmenté de 17% par rapport au congrès de 2021. Cette participation témoigne de la progression de notre organisation, de l'état d'esprit des militants et des adhérents

Avant de commencer et comme il est de tradition, je vous invite à rendre à un hommage à nos camarade disparus depuis notre dernier congrès :

Nous adressons nos pensées à Claude Bertrans militantes du syndicat FO de l'agglomération du PUY et Arnaud Marie du syndicat FO de la Mairie de Brives qui nous ont quitté en 2024.

A Emmanuel VIGOUROUX Militant de FO COM. Manu avait été élu suppléant de la commission exécutive de l'Union Départementale lors de notre dernier congrès où il siégeait régulièrement. Il était très attaché à la discussion interprofessionnelle, il avait compris l'importance et l'utilité que le syndicat FO de la poste soit en lien étroit avec son Union Départementale.

A Gabriel Fernandez, militant de FO COM disparu ces tous derniers jours qui a aidé notre camarade Séverine à remonter le syndicat FO de la Poste lorsque celui-ci n'était que miette et qui, même retraité est resté, jusqu'à la fin, adhérents en Haute Loire.

Enfin, j'ai une pensée toute particulière pour Roland THONNAT, dont c'est aujourd'hui sa date anniversaire. Il a été secrétaire du syndicat des instituteurs jusqu'en 2017, membre de la commission Exécutive de l'Union Départementale en 1995, Membre du bureau de l'Union Départementale en 1995 et Secrétaire adjoint de l'Union Départementale de 2001 jusqu'à notre dernier congrès en 2021. Il a siégé au Comité Confédéral National comme représentant de l'Union Départementale de 2007 à 2022. Roland était un syndicaliste ouvrier, organisateur hors pair. Il plaçait au premier plan l'action syndicale interprofessionnelle. Il a porté haut les couleurs de force ouvrière. Je suis sûr qu'il aurait été enthousiasmé par la période actuelle et par les perspectives qu'ouvre la situation pour la satisfaction des aspirations de la classe ouvrière. C'était un militant révolutionnaire, un insoumis. Pour moi, il sera toujours « mon papa du syndicat »

Monsieur le président je te remercie de bien vouloir faire respecter une minute de silence pour nos chers disparus.

Merci mes camarades, je souhaiterais également que nous ayons une pensée pour nos camarades Cécile Kolher et Jacques Paris, emprisonné depuis mai 2022 en Iran alors qu'ils faisaient un voyage touristique. Le 25 septembre dernier Cécile a fêté ses 41 ans. Nous demandons la libération sans condition de nos camarades. Et je profite de notre congrès pour indiquer que nous ne les oublions pas !

Mes camarades, les congrès de l'union départementale sont toujours l'occasion de faire un retour sur l'histoire. Cette année, nous fêtons plusieurs anniversaires.

Nous célébrons les 80 ans de la sécurité sociale. La devise des syndicalistes à l'origine de la sécu en 1945 « cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins » est une grande leçon de solidarité que nous ne devons pas oublier. Nous ne devons pas l'oublier pour pouvoir tout mettre en œuvre pour la défendre particulièrement au moment où le nouveau 1^{er} Ministre illégitime Lecornu, dans sa lettre envoyée aux organisations syndicales avant hier la veille de la grève du 2 octobre, a annoncé vouloir que nous discutons d'une « réforme d'ampleur du financement de la protection sociale ». Ce qu'il veut c'est la casser pour lui substituer l'individualisation, la retraite à points, les assurances privées et la capitalisation. Mes camarades ce n'est ni plus ni moins que le vieux rêve du patronat qui n'a jamais accepté le principe de solidarité assuré par nos cotisations. Alors oui, comme l'a dit Marc Blondel en 1995 « La sécu mérite bien une grève générale »

1995, justement, nous célébrons, donc à un mois, près les 30 ans de la grève victorieuse contre le plan Juppé. En Haute-Loire, au moment où plusieurs secteurs se sont mis en grève, l'intersyndicale départementale, à l'initiative de FO, à proposer un appel à la grève générale avec la réunion tous les soir des différents secteurs en grève. La grève n'a pas été uniforme dans tous les secteurs, mais elle s'est étendue. Pascal SAMOUTH, alors secrétaire général de l'UD expliquait que lors de ses réunions avec les délégués désignés dans les assemblées de grévistes, les discussions étaient rudes, mais que si un responsable d'une ou l'autre organisation essayait de s'échapper du mandat, il était vite rattrapé. C'est ce qu'on pourrait appeler un comité de grève. Mes camarades, à l'heure actuelle où tout le monde s'interroge de l'action efficace pour faire aboutir nos revendications, cette période doit être une leçon de chose : on ne décrète pas la grève générale, mais elle se construit en aidant la classe ouvrière à prendre en mains ses propres affaires en réunissant les salariés dans les assemblées générales qui décident et organisent l'action. J'y reviendrai.

Nous célébrons enfin les 120 ans de la loi sur la laïcité de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle aussi remise en cause, notamment au travers de l'actualité récente et les scandales des établissements scolaires Bétharram et Stanislas qui ont démontré la collusion de l'Etat avec l'enseignement catholique. Elle est remise en cause également par la loi sur le séparatisme qui vise à instaurer une idéologie d'état faussement parée des atours de laïcité pour mieux stigmatiser une partie de la population. Plus que jamais nous devons réaffirmer les revendications constantes des partisans de la laïcité fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privés » ainsi que notre position traditionnelle d'exigence d'abrogation de la loi de toutes les lois anti-laïques et de la loi séparatisme.

Camarades, vous avez été destinataire du rapport d'activités. Il permet d'évoquer les 4 années écoulées. Pour ma part je me contenterai de l'actualiser dans mon intervention.

Mais avant tout, ce congrès a lieu alors que la population de Gaza vit sous les bombes israéliennes. A ce jour on compte plus de 65 000 victimes dont une majorité sont des femmes et des enfants, combien de dizaines de milliers sous les décombres ? Gaza ce n'est pas une guerre ! Ce n'est pas une guerre ou 2 armées s'affrontent mais c'est bien un peuple qui est exterminé. C'est bien à un génocide que nous assistons ! Face à la tragédie, nous dénonçons la complicité de Macron qui a calomnié, arrêté, réprimé, censuré tous ceux qui osaient se prononcer pour le cessez-le-feu en Palestine, qui continue à autoriser les livraisons d'arme et de matériel militaire à Israël utilisé pour le génocide du peuple palestinien et qui depuis hier ne fait rien pour protéger la flotille en route pour Gaza arraisonné illégalement par l'armée du génocidaire Netanyahu. Mes camarades, 50 Français sont présents sur ces bateaux dont des syndicalistes qui estiment que c'est de la responsabilité du mouvement syndical de s'opposer au génocide. Nous les soutenons et c'est pourquoi, je demande à Monsieur le président de mettre au vote du congrès une motion en soutien à la flotille. Pour notre part, nous n'avons jamais regarder ailleurs, l'Union Départementale a été de tous les rassemblements et de toutes les manifestations en soutien au peuple palestinien et ce malgré les interdictions du maire du Puy ou du Préfet de Haute-Loire. Et je sais que notre position indéfectible sur la question de Gaza, nous a permis de gagner de

nouveaux militants et d'obtenir des voix dans les élections professionnelles. A ce titre, je me félicite du courrier adressé par Frédéric Souillot la semaine dernière au Président Français pour exiger le cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements et du blocus de Gaza, la mise en place d'un véritable corridor humanitaire sous l'égide des nations unies, la rupture des relations diplomatiques avec Netanyahu et son gouvernement, la libération de tous les otages. Oui c'est la seule façon d'arrêter ce génocide qui se déroule avec la complicité et sous le contrôle de Trump. Alors, sans hésitez nous devons poursuivre nos appels en défense du peuple palestinien et à répondre à toutes les initiatives qui seront prises dans les prochains jours et prochaines semaines sur cette question.

De même, le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui fait rage, tue par centaine de milliers des hommes de part et d'autre. Ce sont les travailleurs qui paient le prix fort ! Ce sont ces travailleurs qui voient leur enfants Ukrainiens et leurs enfants Russes, enrôlés de force pour aller se battre et qui subissent dans le même temps la remise en cause de leur droits et de leurs acquis dans leur propre pays ! Mes camarades Lecornu s'est illustré en indiquant que la guerre en Ukraine était une opportunité pour les entreprises françaises », s'est aussi une très bonne opportunité pour saccager les droits et les acquis des travailleurs en France puisque le budget 2026 devait consacrer 57,1 Milliards d'euros pour le ministère des armées contre 32 Milliards en 2017 et qu'il doit atteindre 100 Milliards en 2030. C'est donc bien au nom de la guerre et des milliards d'euros engagés dans les budgets militaires que Macron et ses gouvernements justifient les attaques contre les services publics et la sécurité sociale.

Mes camarades, 40 000 soldats Polonais se sont massés à la frontière russe, Mercredi Macron a dit que nous étions en confrontation avec la Russie.. La situation est terrifiante. Et en nommant Lecornu 1^{er} Ministre, ex ministre des armées, Macron n'a pas l'intention de nous rassurer sur sa vision va'en guerre. Vous trouverez dans vos pochette une plaquette que nous avons décidé d'éditer intitulée « Actualité du combat syndicaliste, pacifiste et antimilitariste de Pierre MONATTE à aujourd'hui ». Il a pour but de rappeler que le combat pour la paix, pour l'internationalisme ouvrier, pour la fraternité entre les peuples ne saurait être étranger au combat syndical et qu'il en est même le fondement ! Je vous invite à prendre un moment pour le lire. Mes camarades, fidèle à cette tradition pacifiste et internationaliste, nous pensons que pas un centime ne doit aller à la guerre ! L'argent doit servir pour nos écoles, pour nos hôpitaux, pour nos services publics, pour nos prestations sociales, pour nos salaires ! L'expression « Pain, paix, liberté » rappelle l'engagement historique de FO, incarné dès ses origines par son fondateur Léon Jouhaux, prix Nobel de la paix en 1951. Le combat contre les guerres et les génocides, c'est l'ADN de FORCE OUVRIERE. C'est la raison pour laquelle, avec Pascal SAMOUTH (membre de la commission exécutive confédérale) nous sommes initiateurs d'un appel, avec des personnalités, des militants et des syndicalistes d'horizon et de pays divers, intitulé « pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre » qui a débouché sur l'organisation d'un grand meeting international à Paris le 5 Octobre prochain ! La commission Exécutive de l'Union Départementale a décidé d'y participer ! 36 militants FO de Haute-Loire s'y rendront, c'est notre place et c'est notre responsabilité ! Il reste d'ailleurs 2 places dans le bus, si des camarades souhaitent y participer je vous invite à venir nous voir.

Alors continuons à dresser le pédigré de Lecornu : c'est le seul homme qui a participé à tous les gouvernements d'Emmanuel Macron depuis 2017. Il est comptable de toutes les politiques et de toutes les réformes menées depuis 10 ans. Pour rappel, il était en charge du grand débat lors du mouvement des Gilets Jaunes et c'est lui qui a enterré l'ensemble des revendications qui étaient alors portées. C'est également lui qui a envoyé le GIGN et le Raid contre les manifestants guadeloupéens lorsqu'ils manifestaient contre la vie chère. Alors lorsque Lecornu annonce qu'il va mener une politique de rupture et un changement de méthode. Nous ne le croyons pas ! Macron s'est entouré, de tous les battus des dernières élections pour poursuivre les mêmes politiques rejetées dans la rue et dans les urnes. Lecornu c'est de la même eau que ces prédresseurs.

Comme nous l'avons dit, le problème ce n'est pas le casting, le problème c'est Macron et son refus d'entendre les aspirations majoritaires des Français. Le problème c'est son refus de répondre à la demande d'abrogation de la réforme des retraites exigé par les millions de travailleurs qui ont manifesté en 2023, c'est son refus d'entendre l'exigence d'augmentation immédiate du SMIC et des salaires alors que près de 10 Millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté et que, sous la mandature de Macron, le patrimoine des 500 plus grosses fortunes de France a été multiplié par 14 passant de 80 Milliards à 1 128 Milliards d'euros et que les aides aux entreprises sont devenues le premier poste du budget de l'Etat avec 210 Milliards d'euros par an. Il voudrait nous faire croire que la dette serait de la responsabilité des jeunes qui étudient trop, d'où la réforme du BAC et de Parcoursup, de la responsabilité des chômeurs qui perçoivent trop, d'où une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour durcir les conditions d'affiliation (durée de travail minimale plus longue, période de référence raccourcie) et réduire encore la durée et le montant de l'indemnisation, de la responsabilité des travailleurs qui ne travaillent pas assez et qui se soignent trop d'où les attaques contre l'hôpital public et la sécurité sociale, ou encore de la responsabilité des retraités qui gagnent trop, d'où la suppression de l'abattement de 10%, mais aussi de la responsabilité des immigrés qui coutent trop chers d'où la loi immigration et le durcissement de l'Aide Médicale d'Etat. Nous refusons ce bourrage de crâne : Nous refusons ce discours culpabilisateur. Ce sont Macron, Barnier, Bayrou, Lecornu qui sont responsables de la dette, ce n'est pas aux travailleurs et à leur famille de payer la facture !

Alors pour imposer sa politique illégitime, menée contre les intérêts de la majorité pour le compte d'une minorité, le gouvernement MACRON utilise la répression d'Etat. C'est bien évidemment l'utilisation systématiques de tous les artifices de la constitution de la Vème république pour faire passer des lois, des réformes contre la volonté majoritaire et sans discussion ni de vote par la représentation nationale. C'est aussi, le coup de force de Macron qui a refusé de reconnaître les résultats des élections législatives en nommant des premiers ministres issus des groupe politique les plus minoritaires à l'assemblée. C'est, aussi et surtout la violence d'état orchestré par l'instrumentalisation des forces de l'ordre, dressées contre les revendications légitimes des travailleurs. Nous avons vu ces dernières années, s'accélérer la marche inquiétante de la remise en cause des libertés démocratiques et syndicales. Nous l'avons vécu tout au long du combat contre la réforme des retraites avec la poursuite devant les tribunaux de milliers de militants syndicalistes ! Nous le voyons aujourd'hui

avec la multiplication des sanctions prises par les patrons contre nos délégués syndicaux comme chez DEVILLE, chez SIEL IPS ou chez AESIO. C'est aussi la stigmatisation systématique par le gouvernement d'une partie de la population, en particulier au travers de la loi immigration pour tenter de diviser la classe ouvrière.

Alors Camarades, comme organisation syndicale indépendante des partis, des philosophies, des religions et des patrons, nous sommes fondées à partir du moment où nous l'avons décidé dans nos instances à porter en toutes circonstances et en tous lieux nos revendications. Indépendance, ne signifie pas apolitisme. Nous avons donc eu raison, parce que nous avons estimé que la liberté et la démocratie étaient menacées, de décidé de participer au rassemblement du 23 septembre 2023 contre les violences d'Etat suite à la répression contre la jeunesse ou encore de manifester les 15 juin, les 18 juillet et le 7 septembre 2024 contre le coup de force anti-démocratique de Macron suite aux élections législatives et pour réaffirmer les revendications que nous portons. Pour notre part, nous continuerons à affirmer pleinement notre attachement à la Charte d'Amiens par ce que nous ne sommes pas indifférents à la forme de l'état et qu'il ne peut y avoir de syndicalisme libre et indépendant sans démocratie. A chaque fois que les libertés démocratiques seront attaquées, à chaque fois que les libertés individuelles et collectives seront menacées, alors les agresseurs trouveront l'Union Départementale FO sur leur route car lorsqu'on s'attaque aux libertés des uns, c'est la liberté de tous qui est en danger.

Mes camarades la feuille de route de Lecornu, nous la connaissons, il n'y aura pas d'inflexion dans la politique de Macron, quel que soit le nombre de milliards d'économie à réaliser, la cure d'austérité ce sera encore et toujours pour notre pomme. En annonçant qu'il revient sur la suppression des 2 jours fériés, agité comme un chiffon rouge, Le premier Ministre confirme, de fait, qu'il souhaite maintenir tous les autres mauvais coups inscrits dans le budget de feu Bayrou.

Et pour nous faire avaler tout ça et s'acheter la non-censure de ceux toujours prompts à trahir le mandat que leur ont confié leurs électeurs, Lecornu nous rejoue le violon du dialogue social. Ainsi Il appelle les organisations syndicales à venir discuter sur 5 grands thèmes : Le « financement de la protection sociale », la « réindustrialisation », « la souveraineté économique », les « conditions de travail et la qualité de vie au travail », le « renforcement du paritarisme » et la « modernisation du marché du travail ». Mes camarades, le coup du dialogue social, ils nous l'ont déjà fait avec « le conclave » sur les retraites. Nous pouvons à ce titre nous féliciter de la décision de notre confédération de quitter en premier ce piège en déclarant après avoir rappelé la revendication d'abrogation de la réforme : « Nous ne participerons ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans un processus gouvernemental dit « délégation paritaire permanente ». » Cette position d'indépendance est tout autant d'actualité suite à la proposition de Lecornu. Alors Il a écrit une lettre au organisations syndicales. Il voudrait discuter du « financement de la protection sociale » Comme je l'ai dit en introduction il veut nous associer à la casse de notre sécurité sociale et de nos retraites. Il voudrait aussi que nous l'aidions à « moderniser le marché du travail », c'est à dire à adopter une loi travail bis dans le prolongement de la loi El Khomri et des ordonnances Macron pour imposer un nouveau tour de vis aux chômeurs et à perpétrer de nouvelles attaques contre le Code

du Travail. Il veut nous parler de la « réindustrialisation » alors qu'il impose déjà l'arrêt des licenciements dans les entreprises qui ont bénéficié allègrement des aides de l'état sans aucune contrepartie comme à Valéo à Sainte Florine ou chez Delpeyrat à Brioude. Et puis, tenez vous bien, il écrit qu'il veut mettre en œuvre des « actions volontaristes pour rehausser le taux de syndicalisation en France », mais qu'il commence par imposer partout le CDI comme contrat normal et général de la relation de travail et qu'il mette fin au travail précaire et nous lui montrerons que les travailleurs débarrassés du chantage à l'emploi seront disposés à s'organiser avec nous.

Mes camarades, tout ça n'est pas exhaustif mais vous l'avez compris nous n'avons rien à attendre de ces propositions de discussion. Que Lecornu ne compte pas sur nous pour servir de béquille, avec le patronat, à un gouvernement illégitime pour assurer la poursuite des réformes menées contre les travailleurs, ni pour assurer sa survie ni celle du Président qui les défendent.

Comme je l'ai dit hier dans l'intervention de fin de manifestation au nom de l'Union Départementale : « Nous ne choisissons pas les premiers ministres mais nous n'avons qu'un conseil à donner à Mr Lecornu, lui qui prêche les coupes dans les ministères : qu'il donne l'exemple en allant chercher des cartons pour préparer son départ de Matignon ! Et si Macron veut le suivre cela ne nous fera pas pleurer. Nous savons ce que nous a coûté la non-censure du budget Bayrou en 2025 : une nouvelle année de gel des salaires, des suppressions de postes dans l'enseignement, aux finances publiques, la fermeture du CADA de St Beauzire, l'hôpital public à l'os et puis bien sûr la poursuite de la réforme des retraites ... »

Mes camarades, alors que la mémoire des gilets jaunes et celle du mouvement sur les retraites sont encore extrêmement vives, alors que la colère est immense, nous ne serons pas les subsidiaires du gouvernement ! Et c'est la raison pour laquelle nous avons pris toute notre place dans les assemblées citoyennes initiées par l'appel du mouvement « bloquons tout » qui ont permis, excusez du peu, de faire sauter Bayrou avant même que la mobilisation commence. Nous avons été aux côtés des salariés, de la jeunesse, des retraités, des chômeurs, des précaires, en appelant à la grève et à rejoindre les initiatives décidées par les assemblées citoyennes. Car nous sommes convaincus de la nécessité de réaliser la jonction entre les citoyens mobilisés et le mouvement syndical pour élargir et amplifier le rapport de force pendant que, en Haute-Loire, les autres organisations syndicales, dont la CGT, organisaient la division en appelant à un barbecue devant le MEDEF.

Et c'est bien la puissance du 10 septembre, les 500 000 manifestants partout en France qui ont permis la puissance de la grève et des mobilisations du 18 septembre à l'appel des organisations syndicales. La puissance des mobilisations du 10 septembre et du 18 septembre démontre que les travailleurs et la jeunesse ne veulent plus subir la politique anti sociale d'Emmanuel Macron, elle démontre l'état d'esprit qui anime la classe ouvrière qui cherche les moyens d'actions efficaces, qui cherche surtout comment dépasser les obstacles qui empêchent la vraie confrontation pour faire aboutir les revendications.

Mes camarades, la mobilisation d'hier, en deçà de celle du 18 septembre, est déjà utilisé par le gouvernement, la presse aux ordres pour dire que le mouvement

s'essouffle et pour justifier le maintien de Lecornu et de ses projets. Elle est ou sera également utilisée par tous ceux qui ne veulent rien faire, la CGT en tête, pour expliquer que les salariés ne veulent pas se mobiliser camouflant ainsi leur propre trahison. Pour notre part, nous ne chercherons pas les responsabilités là où elles ne sont pas. Cette nouvelle journée d'action a mis plus de 500 000 personnes dans les rues. Ce n'est pas rien. Elle montre qu'une large partie des salariés sont déterminés et sont disponibles pour organiser la riposte efficace. Mais le fait qu'elle soit moins massive que celle du 18 la journée d'hier démontre, également, que les salariés ne veulent plus des journées « saute-mouton » . Les 14 journées de grèves et de mobilisations contre la réforme des retraites en 2023, tout aussi historiques qu'elles ont été, n'ont pas permis de gagner. Elles restent gravées dans la mémoire des salariés. Ils ont très bien compris que Macron se foutait royalement de ces mobilisations d'un jour, de cette stratégie des temps forts.

Alors nous devons en tirer les enseignements, il faut rompre avec la mécanique des journées d'action isolées. Chez Pagès, en juin 2024, alors que le directeur proposé 0^E pour les NAO, les salariés ont arraché 80€ d'augmentation après 2 jours consécutifs de grève. A l'association St Dominique de Brioude, fin 2024, les personnels ont arraché une prime de 800 euros et le paiement de leurs jours de grève après 2 jours de grèves. Dans toutes les entreprises aucune grève n'a jamais été gagnante avec des journées tous les 15 jours. Les grèves gagnantes, ce sont celles qui sont décidées dans les assemblées générales, et reconduites jour après jour pour obtenir satisfaction. C'est pourquoi, j'estime que notre confédération a eu raison de proposer à l'intersyndicale d'appeler à la grève les 1^{er}, 2 et 3 octobre, même si cela a été refusé par les autres organisations syndicales. Nous avons montré ainsi aux travailleurs la disponibilité de notre organisation pour aider réellement la classe ouvrière à prendre en main ses propres affaires pour gagner ! Et la boucle avec la célébration des 30 ans de la grève victorieuse contre le plan Juppé de 1995 évoqué au début de mon intervention est bouclée.

Mes camarades, , Lecornu a reconnu, lui-même, mercredi dernier, face aux organisations syndicales qu'il est le 1^{er} ministre le plus faible de la Vème République, qu'il n'a pas de majorité à l'assemblée, qu'il n'a pas de gouvernement. Macron est le président dont la côte de popularité est la plus basse de tous les présidents de la Vème république. Dans cette situation n'est ce pas le moment d'y aller, vraiment, tous ensemble, de façon déterminée. C'est bien de cela qu'il est question aujourd'hui. Le Comité Confédéral National des 24 et 25 septembre a adopté une résolution qui indique à « Pour gagner sur les revendications, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et l'abandon de tout budget d'austérité, le CCN appelle toutes les structures à réunir les salariés pour discuter et décider la grève et sa reconduction, à partir du 2 octobre, dans l'action commune partout où c'est possible. » . c'est bien la mise en musique de cette résolution dont nous devons débattre, c'est bien cette méthode je sou mets à la discussion de notre congrès.

Mes camarades avant de vous laisser la parole et parce qu'il faut se donner les moyens pour mettre en œuvre notre orientation, tout au long de ce mandat nous avons

œuvré pour développer partout FORCE OUVRIERE. Sur le cycle de représentativité syndicale 2021/2024, FO a présenté des listes dans toutes les entreprises où elle était déjà implantée et s'est implantée dans 12 nouvelles entreprises (BTS Brioude, Ecole de musique du Brivadois, Les Ateliers du Meygal, Les Ateliers Loire Semène, ADMR du Puy, ADMR Blavozy/St Germain, Ciergerie, VELFOR, DEVILLE Rectification, Association St Dominique, EHPAD et SMR des Melleyrines). Les élus CSE de la maison de convalescence de Jalavoux, des abattoirs du Puy et des TUDIP ont rejoint Force Ouvrière après les élections. FO a conforté sa seconde place aux élections TPE et progresse de 1,5 point par rapport à 2021. Et c'est ainsi que FO progresse de 4,83 points dans le calcul de l'audience syndicale départementale dans les entreprises privées pour le cycle de représentativité 2021/2024. FO conforte largement sa seconde place, loin devant la CFDT qui perd 180 voix. La CGT perd 1000 voix et 4,71 points par rapport à 2021. Nous sommes la seule organisation à progressé en nombre de voix et en pourcentage en Haute-Loire.

Les premiers résultats des élections CSE du nouveau cycle de représentativité syndicale dans le privé 2025/2028 sont également très encourageants. Depuis janvier, nous enregistrons 2 nouvelles implantations à l'Association Justice et Partage et chez HEXADRONE. A l'Association Sainte Marie qui est le plus gros établissement privé du département tout secteur confondu, le syndicat FO devient l'organisation syndicale majoritaire en voix avec 59,37% (+ 14 points) et en sièges 10/17 (+ 3). A la CPAM, FO obtient 37% des voix et progresse de 21 points par rapport aux dernières élections. A la CAF, FO réalise 49% des voix dans le second collège et aura donc un Délégué Syndical. FO a demandé la tenue d'élection CSE chez Bobino. Je salue les 2 salariés qui souhaitent se présenter sur la liste FO qui sont présents à notre congrès et je leur souhaite la bienvenue dans la maison.

Ces résultats sont bien évidemment à mettre au crédit des militants et des élus FO qui ont su, par leur travail revendicatif, susciter la confiance des salariés de leur entreprise. Ils sont également à mettre au crédit de tous les salariés qui ont décidé de se présenter sur les listes FO pour les élections CSE. Enfin ils sont aussi à mettre au crédit de l'activité interprofessionnelle des militants de l'Union Départementale. 27 militants de tous les secteurs privé et publics ont négocié 280 protocoles d'accord pré-électoraux sur 327 depuis le dernier congrès de 2021 soit près de 85% des protocoles.

Nous avons également encore progressé dans les 3 versants de la fonction publique lors des élections de 2022 et les militants FO sont déjà pleinement engagés dans la préparation et pour la réussite des élections fonction publique de décembre 2026.

Je voudrais saluer le travail conséquent réaliser par notre trésorier Tof, secondé par Vanessa, qui vous présentera les résultats financiers ! Mais sans spolier leur présentation, je peux vous annoncer que nous affichons une progression de 9% entre 2022 et 2024 du nombre de timbres vendus.

Mes camarades, quand nous sommes proches des salariés, quand nous sommes attentifs à leurs revendications, quand nous ne trahissons pas le mandat qui nous a été confié, alors nous sommes en phase avec les aspirations des travailleurs ! Alors mes camarades, ne lâchons rien !!

Nous ne pouvons compter que sur notre capacité à regrouper autour de nous pour gagner sur nos revendications ! Nous le savons nous ne sommes rien quand nous sommes isolés dans nos syndicats ! Ne nous laissons pas prendre au piège du CSE, rejoignez l'Union Départementale, rejoignez l'interpro ! Participez aux stages organisés dans les locaux de l'Union Départementale, participez aux réunions interprofessionnelles organisées par les Unions Locales, invitez y les adhérents, vos collègues, c'est également ainsi que nous renforcerons Force Ouvrière.

Mes Camarades avant de vous laisser la parole, je tiens à remercier très sincèrement Chantal et Vanessa qui vous accueillent à l'Union Départementale, qui nous aident au quotidien et que j'ai énormément sollicitées ! Merci à elles !

Camarades c'est à vous !!!

Vive l'union départementale FORCE OUVRIERE DE Haute-Loire

Vive la confédération générale du travail Force Ouvrière !